

LA PROPAGANDE dans l'ALLIER 1919-1923

« espace d'affrontement entre les majoritaires et les minoritaires »

Jean Noël DUTHEIL

IHS du Bourbonnais

Au mois d'avril 1919, le Conseil Syndical de Montluçon doute encore de ses capacités à organiser la manifestation de rue du 1^{er} mai, « *on décide malgré tout de distribuer aux portes et si possible à l'intérieur des usines.* »

Les syndicats pensent que la propagande doit se faire en faveur de la grève générale mais ils reconnaissent « *que la classe ouvrière n'est pas encore assez prête* »¹. Une impressionnante série d'affiches² est imprimée localement. Elles sont « *placardées dans les chantiers* », le texte souvent long est fait pour être lu comme le journal, les slogans³ sont repris sous forme de « *papillons qui seront affichés dans les usines.* »

Les formes d'expression sont variées et enthousiastes pour « *aller à la bataille* », pour une « *marche triomphante* ». A Montvicq, le mineur de GIRAUD annonce sur la voie publique et au son du clairon, l'avènement de la Révolution pendant que son camarade PERINAUD compose des chants révolutionnaires.

La propagande est dirigée localement, un rapport de Police s'inquiète de voir que le socialiste montluçonnais, Marx DORMOY (syndicat des employés), fait « *tout son possible pour attirer l'attention des ouvriers sur lui et il y réussit puisqu'on commence à parler de lui dans les syndicats.* »⁴

Dans cette période historique qui voit les ouvriers adhérer en masse à la CGT, le mouvement syndical a-t-il besoin de propagandistes professionnels pour entraîner, convaincre et faire gagner ?

La scission de 1921 modifie profondément le paysage syndical. L'affrontement, en plein jour, sur les murs de la cité, entre deux conceptions du syndicalisme est-il nécessaire ? N'est-il pas suicidaire ?

¹ 9 décembre 1919.

² 58 affiches pour la période 1919-1923 séries 1M et 10M des archives départementales de l'Allier.

³ Archives départementales de l'Allier, 1M2358 et 1M286/b, le syndicat des métaux de Montluçon tire à 30 000 vignettes (8 cm x 3 cm) : « Ouvriers, pour atteindre l'idéal de la classe ouvrière, défends les huit heures. », « Ouvrier pour défendre les huit heures, groupons nous, syndiquons nous. », « Ouvrier pour ta santé, soutiens les huit heures. », « Ouvrier plutôt l'insurrection que le sabotage des huit heures. », « Ouvrier dresse les barricades pour la défense des huit heures. », « Ouvrier, songe que plus ta journée est longue, plus tu es exploité. », « Ouvrier, Il est faux qu'en Allemagne on fait plus de huit heures », Imprimerie Ouvrière de Montluçon, le 10 novembre 1919.

Le Syndicat des produits chimiques : « Pour répondre à la sauvagerie patronale et pour avoir la victoire définitive : produisez le moins possible, on les aura !! »

⁴ Archives départementales de l'Allier, 1M2358, rapport du Commissaire Spécial, réunion du Conseil Syndical de Montluçon du 19 août 1919.

Durant leur activité de propagande, des Syndicats Unitaires qui veulent se démarquer de la CGT doivent répondre à deux questions : comment s'adresser aux ouvriers, quel rôle faire jouer à l'opinion publique ?

1- Profession : propagandiste.

Le grand changement, c'est l'arrivée⁵ d'un militant expérimenté, Aimé REY, un employé au PLM (tourneur de profession). Suite à une disgrâce dont la cause est, dit-il, une tournée de propagande⁶ qu'il vient de faire pour la CGT, il est transféré de Paris à Moulins au service du matériel et de la traction.

Le 2 juillet, il devient secrétaire du syndicat du personnel temporaire du chemin de fer de Moulins, délégué de la CGT, il cumule dès le 31 août, le secrétariat général de la Bourse du Travail et celui de l'UD.

Pour lui, le rôle de l'UD est de donner l'impulsion au syndicat et faire des tournées dans tout le département. Entre 1919 et 1920, il participe à 80 réunions dont 30 en dehors du département⁷. Il envoie 600 lettres, 29 circulaires (21 aux syndicats et 8 aux Bourses du Travail). C'est à lui que revient l'organisation de « *cette intense propagande [sera] faite à l'aide des journaux du Parti Ouvrier, de Conférences, d'apposition d'affiches, de tracts, ...et surtout par l'action des militants sur les hésitants* ». ⁸

Un seul but : la mobilisation, une seule idée, maintes fois rebattue : un syndicalisme suffisant à tout régler et à être seul, capable de conduire les travailleurs au socialisme. Cette stratégie échoue avec la fin des grèves du printemps 1920, c'est au congrès de l'UD des 28 et 29 août d'en tirer le bilan, attaqué par les « minoritaires » REY va y conceptualiser la notion de propagandiste⁹. Il demande aux délégués d'expliquer d'une façon précise la différence qui existe entre les deux rôles que doit remplir le secrétaire de l'UD.

« En tout militant conscient il y a deux hommes. Le propagandiste s'adresse à la foule, il cherche à l'éduquer, à élever ses sentiments. Il étale son idéal, ... il étale sa conscience et son cœur, c'est le révolutionnaire qui parle... C'est l'homme d'action qui s'adresse aux masses ». Le discours est volontairement violent comme l'annonce PARIZOT lorsqu'il est nommé adjoint de REY à la propagande. ¹⁰

Mais « *comme secrétaire de l'UD, ce n'est plus le propagandiste mais l'homme qui a charge d'examiner la situation générale, de voir ce qui se passe, qui a des responsabilités, qui ne doit pas engager les organisations à la légère, sans voir s'il y a des possibilités de succès et d'exécution, s'il en est certain même, qu'il ne s'agit pas de faire miroiter, d'étaler un idéal, mais quelquefois, souvent même d'empêcher les organisations dans un moment d'exaltation de faire des bêtises, de se lancer à l'aventure, qu'il doit leur conseiller la prudence la modération* » Cette définition du propagandiste entraîne la protestation du leader des minoritaires, l'instituteur JUTIER ; En effet, pendant un an, REY n'a cessé de claironner « *le prolétariat doit prendre le pouvoir par n'importe quel moyen* », il n'est pas surprenant qu'il

⁵ 24 juin 1919

⁶ Archives privées IHS03, La Voix du Peuple, compte rendu de sa tournée de propagandiste, 20 au 27 avril 1919 à Beauvais, Creil, Montataire.

⁷ 24 septembre Souvigny, le 25 Saint Germain des Fossés, le 26 Lapalisse, les 27 et 28 Vichy, le 29 Saint Yorre, le 4 octobre Buxières et Saint Hilaire, le 5 Commentry, le 7 Moulins, le 10 Brioude, le 11, Cosnes d'Allier, le 12, Deneuille, Bézenet, Doyet et Montvicq. Compte rendu d'une tournée de propagande d'après le journal La Montagne du 19 octobre 1920.

⁸ Archives départementales de l'Allier, 1M286, Conseil Syndical du 16 mars 1920.

⁹ Archives privées IHS03, rapport moral du congrès de l'UD 28 et 29 août 1920, compte rendu manuscrit d'un congressiste, lettre à son ami VALETTE, prison de la Santé, 21 juin 1920.

¹⁰ Archives départementales de l'Allier, 1M286, Conseil Syndical de la Bourse du Travail de Montluçon, 23 mars 1920.

soit accusé de trahison par les minoritaires, il leur apparaît clairement que son action à l'intérieur des syndicats n'a visé qu'à les contrôler pour le moment venu les freiner.

REY poursuit : *« Responsables de la vie de notre mouvement, nous avons devoir, avant d'engager une action de nous pencher sur l'ouvrier, de le voir, non plus dans les réunions publiques, mais à son travail, dans sa famille, quand il est en sang froid et non plus sous l'influence d'un discours, de chercher les pulsations de son cœur, de demander aux militants qui travaillent avec lui quel est son véritable état d'esprit et ce sont ces constatations, ces constatations surtout, qui doivent déterminer notre attitude. »* Ces arguments ne semblent pas beaucoup plus convaincre la minorité révolutionnaire qui l'accuse *« d'avoir changé »*, d'être devenu *« un modéré »*, *« un fonctionnaire »*.

Enfin, il répond à une dernière attaque, une affiche qu'il a rédigée seul durant la grève des cheminots de février 1920 qui s'adressait aux *« Travailleurs de toutes professions »*, elle est collée dans tout le département, à Montluçon elle est recouverte par ordre spécial ou saisie par la Police même si le Maire de Deneuille les mines fait de la résistance en la placardant sur un volet de sa maison d'habitation, comme celle-ci est retirée, il enlève le volet de ses gonds, le porte sur la place de commune où l'affiche est restée toute la journée !

REY s'explique, elle fut *« rédigée à une heure où il ne fallait pas attendre, où il fallait agir tout de suite. Le gouvernement venait de décider la mobilisation des cheminots. Il y eut une minute d'angoisse. L'opinion publique, entraînée par l'esprit de décision du gouvernement, n'allait-elle pas se retourner violemment contre nos camarades cheminots ?*

Ces derniers eux-mêmes n'allait-ils pas se laisser influencer comme en 1910 ? »

« Quand on est dans la bataille, surtout à cette heure décisive, il ne faut pas tergiverser. J'ai rédigé cette affiche en termes à la fois violents et prudents. »

« Violents parce qu'il fallait frapper l'opinion publique » dit-il.

Le vocabulaire interpelle le lecteur : *« Contre un tel coup de force la révolte s'impose !!!... La bataille est engagée ! ... la bourgeoisie triomphera, et c'est la Classe ouvrière ramenée au régime d'esclavage. Ou bien elle mordra la poussière, et ce sera le triomphe du Prolétariat... La Grève Générale »*

REY aborde le deuxième point : *« Prudente parce qu'il fallait prévenir les impatiences redoutables. Nous demandions aux travailleurs de se tenir prêts à la grève générale ; mais nous ajoutions : Ne faites rien avant d'avoir reçu des ordres formels de vos organisations. Je l'ai signé personnellement parce que j'ai pensé qu'à certains moments le militant devait avoir le courage de prendre des responsabilités personnelles.*

Cette manifestation pouvait être suivie d'arrestation. Il fallait que nos collaborateurs soient couverts pour continuer le travail de l'Union départementale. Il est facile d'invoquer après coup l'irrégularité statutaire de certains actes. Mais reportons nous à cette époque. J'aurais été seul à Moulins, j'aurais pris les mêmes responsabilités parce qu'à l'esprit de décision du gouvernement il fallait opposer l'esprit de décision de la classe ouvrière. Il est bon

d'observer, d'ailleurs qu'avant d'être expédiée, cette affiche fut approuvée par une vingtaine de militants venus de divers points du département. »

Suite à cette affiche, il est poursuivi en Correctionnelle¹¹ pour propagande anarchiste et pour provocation de militaires à la désobéissance. Sur proposition du Syndicat des Instituteurs¹², le congrès départemental des 20 et 21 mars, décide qu'en cas de condamnation de REY, c'est la Grève Générale. Une deuxième affiche est collée dans tout le département, elle a pour titre : « *Contre une iniquité* », et s'adresse encore aux « *Travailleurs de toutes professions ... qui doivent se tenir prêts* », elle est signée par 170 militants moulinois, solidaires de leur secrétaire général. Ce long placard appelle dans les mêmes termes que le premier à la « *grève générale...ou bien bourgeoisie triomphera et c'est la classe ouvrière ramenée au régime de l'esclavage, ou bien elle mordra la poussière et ce sera le triomphe du prolétariat.* »

REY est arrêté le 3 mai, immédiatement, c'est la Grève Générale, largement suivie dans tout le département. On marche spontanément sur la prison, on chante aussi¹³. Transféré à la Santé, REY appelle à la reprise du travail en accord avec la Confédération. Localement, ordre et contre ordre se succèdent, c'est l'incompréhension totale, pourtant le mouvement tient durant tout le mois malgré les directives de REY et de Paris. Finalement, en novembre, il démissionne taxant la minorité d'aventuriste, amer il s'adresse aux « *donneurs de leçon... vous qui nous imputez ce crime de ne pas avoir fait la Révolution, vous voulez la faire, faites-là* »¹⁴

2- Les dérives de la propagande.

« Il est certain que l'échec du dernier mouvement a provoqué une certaine lassitude...

*La nécessité apparaît d'autant plus d'intensifier notre propagande que les classes dirigeantes ne cessent de se débattre à travers mille difficultés...le devoir des organisations syndicales est de revenir rapidement devant le prolétariat... il faut utiliser tout ce que le département compte de camarades susceptibles de prendre la parole dans les réunions....depuis un an des hommes nouveaux se sont révélés dans notre région et dont le talent oratoire est indéniable. Nous pensons, après le Congrès de Vichy, qu'il est possible de faire de huit à dix réunions au moins par semaine... le meilleur moyen est de constituer une Commission de propagande et surtout de lui tracer un programme de travail pratique. »*¹⁵

En fait la dernière mobilisation de masse sera la protestation contre guerre du 17 août 1920 qui réunit 10 000 personnes au square Fargin Fayolle. En phase de reflux, le secrétaire de la Bourse du Travail de Moulins est obligé de rappeler leur devoir aux syndicats : « *afin que*

¹¹ Le Tribunal n'examine que les propos tenus à une réunion du 27 février et se déclare incompétent.

¹² Madame JUTIER.

¹³ 2^{ème} couplet de « La Grève Générale » composée par Anatole PERINAUD de Montvicq sur l'air « des Pioupious d'Auvergne » :

« CGT notre mère, Tes enfants sont unis, Pour vaincre la misère, Qui règne au logis, Les prisons, les bravades, Rien ne peut nous fléchir, Des geôles, bons camarades, Nous saurons vous sortir. »

¹⁴ Le Progrès, 2 septembre 1920.

¹⁵ Archives privées IHS03, Congrès départemental de la CGT des 28 et 29 août 1920, rapport de la commission de propagande.

*personne ne puissent invoquer qu'ils n'ont pas eu connaissance des affiches, je vous prie de convoquer vos organisations respectives pour la grande réunion qui doit avoir lieu le 18 novembre. »*¹⁶

Les cotisations ne rentrent plus et la propagande a un coût très élevé, REY est accusé d'avoir mis l'UD dans une impasse pécuniaire par suite de sa mauvaise gestion. Les caisses¹⁷ sont vides à un point tel que la Bourse du Travail Moulins est obligé de se dissoudre momentanément en raison d'un déficit de 30 000 F. En 1921, le projet d'un journal « *purement syndical* » est définitivement abandonné. Les Jeunesses Syndicalistes demandent à tirer des tracts antimilitaristes, mais il n'y a pas un sou en caisse.¹⁸ En janvier, 30 000 tracts contre l'impôt sont bien sous presse, mais ces gros tirages deviennent l'exception, seul le 1^{er} mai reçoit une certaine attention. Les deux camps s'affrontent sur la manière dont sont utilisés les fonds, le puissant syndicat des métaux, acquis aux révolutionnaires, accuse l'Union Départementale d'avoir « *mangé, sans contrôle, 2 000 F destinés à la propagande.* »

Une situation nouvelle s'installe, il y a maintenant deux CGT, concernant cette importante activité qu'est la propagande, les deux organisations ne réagissent pas de la même manière.

Au congrès du 8 octobre 1922, les Confédérés reconnaissent que la propagande « *est actuellement dure et difficile à faire. La majorité de la classe ouvrière est revenue à l'individualisme outrancier, chacun ne songeant qu'à lui même sans se préoccuper si ce qu'il fait peut porter préjudice à la collectivité.* » Le souci premier est de ramener les dissidents et renforcer le nombre des syndiqués.¹⁹ Mais ils sortent très affaiblis de la scission et choisissent de maintenir un couteux permanent dont les appointements représentent les deux tiers de leurs dépenses.²⁰ L'activité de propagande se replie sur les Bourses du Travail qui présentent selon eux le maximum d'efficacité avec le minimum de frais. Ils obtiennent des municipalités socialistes de Montluçon et Commentry des soutiens financiers et même les services d'un employé municipal RISTROPHE, utilisé pour coller dans la Cité Dunlop, méthode qui provoque les moqueries des Unitaires.

Ces derniers n'entendent pas suivre cette voie, d'ailleurs ces mêmes municipalités les ont expulsées des Bourses du Travail. Ils font un autre choix et dès leur premier congrès départemental, ils décident qu'ils n'auront pas de permanent et désignent cinq militants comme propagandistes dans les villes de Montluçon, Vichy et Commentry.²¹ L'organisation compte sur ses nombreux jeunes adhérents qui vont distribuer des tracts dans les bals et dans les milieux ouvriers.²² Pour eux aussi, le but est d'amener des adhérents vers leurs organisations.

¹⁶ Archives privées IHS03, courrier du secrétaire VALET, 14 novembre 1920, à propos de la tournée de propagande de la CGT pour la défense de la Révolution Russe.

¹⁷ Selon le rapport financier du congrès de l'UD, les dépenses entre 1919 et 1920 s'élèvent à 33 000 F (sans compter les syndicats qui ont fait plus de 1 000 F de frais de propagande).

¹⁸ Archives départementale de l'Allier, 1M2677, mars 1921.

¹⁹ Commission Administrative de la Bourse du Travail de Montluçon, juin 1921.

²⁰ Archives privées IHS03, Congrès de l'Union Départementale Confédérés du 29 juillet 1923, Vichy.

²¹ Archives départementales de l'Allier, 1M267, 29 janvier 1922.

²² AUCOUTURIER (20 ans), VENUAT (21 ans), AUPOMEROL (26 ans), DUPERRIER (24 ans), TALBOTIER Marcel, (22 ans) BARRAUD (23 ans), GARDIVAUD.

Dans cette lutte pour la conquête de l'espace, la propagande est utilisée pour manœuvrer l'adversaire. Le nouveau secrétaire départemental des Confédérés, PARIZOT, tente de reprendre la main en utilisant un bruit qui court : « *les patrons relanceraient la fabrication d'obus* ». Aidé de plusieurs syndicalistes des Hauts Fourneaux, il lance un mouvement contre ces fabrications de guerre. Il fait tirer des tracts qui sont distribués en ville et dans les usines Saint Jacques (1 500 ouvriers) et aux Hauts Fourneaux. Le 19 janvier 1922, le syndicat des métaux, aux mains des unitaires, refuse à l'unanimité, ce qu'il considère comme un piège. Ils rappellent « *qu'avant, que pendant et qu'après la guerre les usines de Montluçon ont toujours fait ce type de production. PARIZOT est d'accord avec le patronat, les ouvriers syndiqués en auraient été les victimes.* »²³

Sur le terrain, il faut reconnaître que les syndicats Unitaires sont beaucoup plus réactifs, ils s'emparent de la terrible répression qui s'est abattue sur les ouvriers du Havre « *Lundi soir devant l'ordre lancé par la CGTU, la C.A de l'U. L.U. se réunit en toute hâte pour examiner la situation. Une grande réunion fut décidée pour le lendemain à l'Edifice Communal avec des affiches et des tracts, malheureusement la réunion eut lieu sous une pluie battante...* »²⁴

L'affiche est faite dans l'urgence avec les chutes de rouleaux de papier qui impriment le journal Le Travail. Le texte, en gros caractères, se résume à une phrase : « *Alerte - on assassine nos frères au Havre* ».

Quelques jours après, une deuxième affiche des métaux unitaires, titrant « *Massacreurs et forbans* » donne plus d'informations « *une fois de plus notre drapeau s'est rougi de sang au Havre, plusieurs de nos amis et un enfant de 10 ans ont été assassinés...la grève du Havre qui dure depuis le 24 juin et compte aujourd'hui 15 000 ouvriers métallurgistes et du textile...* »

La Bourse du Travail Confédérée réagit tardivement : « *cette semaine les passants intrigués s'arrêtaient devant les affiches rouge sang...après dix jours de réflexion, le citoyen PARIZOT l'actuel permanent de la Bourse du Travail, de l'UD et autres lieux donne tout de même signe de vie.* »²⁵

En décalage avec l'actualité, l'affichage confédéré n'a pas plus de réussite dans ses tournées de réunions, on avait pourtant décidé, pour pallier leur insuffisance de moyens, « *de faire de la propagande orale par de nombreuses réunions* ».²⁶

PARIZOT explique que s'il y a peu de monde dans la salle « *la chose est due à ce que les affiches annonçant la réunion n'ont pu être collées. Il explique que le camarade chargé de ce travail a été suivi par quatre individus se disant communistes qui ont arraché celles qui venaient d'être collées et lui ont, sous menaces de voies de fait, intimé l'ordre de ne plus en placarder. Suivi pendant plusieurs heures, le colleur improvisé a dû rentrer chez lui sans avoir rempli sa mission et les intéressés n'ont pas pu savoir qu'il y avait ce soir une réunion...informe les auditeurs communistes qui se trouvent dans la salle que désormais, la Bourse fera accompagner le colleur et ceux qui voudront mettre une entrave à sa mission, recevront une volée de bois vert.* »²⁷ En fait, ils ont de plus en plus de difficultés à mobiliser leurs troupes. Les incidents dans les réunions se multiplient et tournent à leur désavantage

²³ Archives départementales de l'Allier, 1M267.

²⁴ Le Travail, 3 septembre 1922.

²⁵ Le Travail, 10 septembre 1922.

²⁶ Archives privées IHS03, Congrès départemental de la CGT des 16 et 17 juillet 1921, Commentry.

²⁷ Archives départementales de l'Allier, 1M267, 19 juin 1921, rapport du Commissaire Spécial THEVENIN.

même dans leur fief des mines comme à Doyet. Rappelons que les réunions de maintenant n'ont rien à voir avec celle de l'époque : *« L'assistance est nombreuse, l'ambiance est chaude. On chante, on acclame, on hue, on contredit. La contradiction n'est pas seulement le fait d'un orateur mais d'une assemblée, à tel point qu'on obtient parfois, comme ici, le retournement de la situation. »*²⁸

Les Confédérés prennent donc la décision qu' *« aussi souvent que les ressources le permettront des réunions seront organisées avec le concours des militants confédéraux qui s'attacheront à mettre en valeur les succès rencontrés...pas de meeting contradictoires, pas de joute oratoire entre les orateurs des différents groupements syndicaux, pas de sujet politique. »*²⁹

Du fait de la scission, l'affiche est utilisée, pour la première fois, dans le cadre d'une campagne d'affrontement entre les deux CGT.

Le rapport de force a changé en faveur des Unitaires notamment à Montluçon, c'est ainsi que le 7 janvier 1922, l'Assemblée Générale du syndicat des métaux s'est prononcée pour le respect des décisions prises au Congrès Unitaire³⁰. Battu, PARIZOT se retire et annonce la création d'un syndicat des ouvriers métallurgistes confédérés.³¹ Conséquence les Unitaires sont en position de diriger la Bourse du Travail tenue par VALETTE³², un ami de Marx DORMOY. En février, sur ordre du maire socialiste CONSTANS, le Syndicat des Métaux est expulsé des locaux de l'Edifice Communal (siège de la Bourse).

Cette décision met le feu aux poudres, les Unitaires réagissent en collant une première affiche. (nous n'évoquerons pas les prolongements de la polémique dans la presse d'opinion.)

Elle commence par faire l'historique de *« la première organisation de travailleurs métallurgistes à Montluçon »*, résultat d'un *« travail assidu »*, *« de peines »*, *« de famille délaissée pour aller au syndicat »*. ... *« Nous pardonnerons jamais à Parizot d'avoir scindé en deux ce vieux syndicat des métaux »*

La deuxième partie est une addition d'attaques personnelles : *« porteur de café »*, *« homme orgueilleux »*, *« homme néfaste »*, *« parasite »*... *« Assez de rires, Parizot ! Assez de vous moquer de nous, Valette ! Votre règne est fini, quittez vos fauteuils princiers ! »*

Elle se termine par un rappel des votes légitimant les choix de l'organisation.

En Conseil syndical, ils expliquent que les textes et affiches que le syndicat a fait distribué n'ont qu'un but : *« faire connaître à tous ceux qui les ont lus ce que sont VALETTE et PARIZOT et pour répondre publiquement aux tracts que ce dernier avait récemment et clandestinement fait distribuer dans les usines »*.³³

²⁸ Réunion RENAUEDEL à Montluçon du 23 février 1923. in Ernest MONTUSES, André SEREZAT page 180.

²⁹ Archives privées IHS03, motion du Congrès départemental de la CGT du 8 octobre 1922.

³⁰ Congrès de Paris des 22, 23, 24 décembre 1921.

³¹ En 1921, l'Union Centrale des Travailleurs Métallurgistes comptait 900 adhérents, ils sont 230 après la scission. Nous ne connaissons pas les effectifs de l'Union Syndicale des Ouvriers Métallurgistes Confédérés de Montluçon. (17 syndiqués selon les unitaires !)

³² Secrétaire du Syndicat du bâtiment confédéré de Montluçon.

³³ Archives départementales de l'Allier, 1M267, réunion générale de la métallurgie, 28 février 1922.

L'Union Syndicale des Métallurgistes Confédérés sort à son tour un grand placard (120x80). Reprenant les attaques dont il a été victime, PARIZOT interpelle : « *camarades métallurgistes, nous vous laissons juges* » puis il rappelle son bilan à la tête du syndicat, au passage il se livre à son tour à quelques attaques nominatives « *vous n'avez que l'injure et l'ordure à la bouche contre les militants* ».

Il centre son argumentaire « *contre l'emprise de politiciens* »... « *A bas les politiciens démagogues ! vive l'autonomie syndicale* ».

Cette campagne se poursuit jusqu'en mai et prend une tournure diffamatoire à tel point que les militants unitaires regrettent que leur secrétaire, BULOT, n'ait pas répondu. VALETTE et DORMOY continuent la diffamation par des affiches manuscrites sur papier blanc, ni timbré, ni signé, mais dont le libellé prouve l'origine. Mis aux « *Défis* » par VALETTE, un jury d'honneur tente d'éteindre la polémique, mais c'est un échec. La diffamation existant, le syndicat décide d'apposer de nouvelles affiches qui « *ont produit une impression excellente chez les camarades.*³⁴ » et se porte parti civil.

L'affaire arrive en correctionnelle³⁵ le 12 juillet 1922, DORMOY et VALETTE sont condamnés pour l'affiche « *Défis* » et pour un article publié le 14 mai dans le Combat Social.

3- Les unitaires explorent de nouvelles formes de propagande.

Ce jugement calme la situation, mais les ouvriers ont quitté les syndicats, seuls les Unitaires collent et à distribuent des tracts pour « *l'augmentation de salaires en raison de la cherté de la vie* », « *contre l'Impôt sur les salaires* » mais aussi « *contre la Répression Mondiale* », contre « *l'Impérialisme et la Guerre* ». ³⁶ Conscients de difficultés, il faut, disent-ils : annoncer nos réunions par « *des affiches à sensation, ...des affiches tape à l'œil car il faut un grand succès* »³⁷ et de fait, elles perdent du texte, les grands placards verbeux disparaissent au profit de caractères beaucoup plus gros et plus lisibles de loin.³⁸

En 1923, les Syndicats Unitaires sont à l'origine de plusieurs conflits, à Commentry (aux Bourrus), à Moulins (à l'asile d'Yzeure), mais c'est celui de l'usine Dunlop qui a retenu notre attention.

En 1920, la société anglaise Dunlop s'installe à Montluçon dans les anciens ateliers de chargement, deux ans après, l'usine compte 2 483 ouvriers (c'est le premier employeur de la ville). Dès l'origine, la firme travaille son image « *puisque les cahiers donnés aux écoliers en France présentaient les installations de la meilleure manière* »³⁹ et en 1923, l'organisation d'un course cycliste nationale lui est confiée : le Premier Pas Dunlop.

³⁴ Archives départementales de l'Allier, 1M2358, Conseil Syndical, rapport du 17 mai 1922.

³⁵ Archives départementales de l'Allier, 3U Montluçon 804.

³⁶ Archives départementales de l'Allier, 1M2358, affiches des 29 avril 1922 et 23 janvier 1923, apposées à Moulins.

³⁷ Archives départementales de l'Allier, 1M267 et 1M2358, Conseil Syndical des métaux du dimanche 4 mars.

³⁸ Elles perdent aussi en taille, ils préférèrent le format 60x40 au format 80x60.

³⁹ Un siècle de luttes sociales en Bourbonnais. Marcel LEGOUTIERE, page 42

Mais l'entreprise est un enfer, le 4 mai 1921, la C.E. de l'UD s'était inquiétée de ce que « *les ouvriers et ouvrières sont menées militairement, le règlement est trop dur.* » Malgré les appels et les interventions des élus de gauche, les dirigeants de Dunlop n'entendent pas respecter les libertés syndicales et la loi française.⁴⁰ C'est dans ce contexte que les unitaires remontent le syndicat en septembre 1922.

En décembre, une affiche met au grand jour les méthodes de la firme, à propos d'une cruche d'eau, les délégués sont reçus avec une grossièreté par le contre maître de l'atelier, licenciés puis réintégrés, c'est une première victoire⁴¹. Le Sous Préfet tire le bilan « *il est à craindre que le nombre de syndiqués augmente... et regrette que les militants confédérés soient en sommeil, alors que les unitaires, eux sont très actifs.* » Le syndicat est face à une direction de combat qui n'accepte pas d'être contestée dans ses décisions comme cette réorganisation du travail dans un atelier qui a pour conséquence des diminutions de salaires.

Dans cette immense usine ⁴²(13 ha couverts), le syndicat a organisé l'information de telle manière qu'elle puisse circuler d'atelier en atelier, le tract devient le meilleur outil. Ce militantisme dans l'usine gêne le patron qui dit ne plus être maître chez lui ; c'est ainsi que le tract intitulé : « *Encore* » s'adresse aux « *ouvrières, ouvriers* », et dénonce : « *des brimades...des décrets inapplicables affichés dans les ateliers* ».

Le 7 février, c'est toute la ville qui est informée : « *des milliers de tracts sont distribués quartier par quartier* »⁴³ et s'adressent « *A la population, aux travailleurs, aux commerçants.* » Après avoir rappelé que les « *vexations, brimades, mises à pied et renvois sont les mœurs courantes* », ils dénoncent les méthodes employées chez Dunlop qui veut « *se débarrasser des ouvriers probes et honnêtes, ceux qui n'ont pas des âmes d'esclaves.* »

Le syndicat joue sur la fibre nationale et sur le sentiment anti anglais :

« *La firme anglaise est elle au-dessus des lois françaises ? Vous conclurez* »... « *Concitoyens, de telles mœurs étaient inconnues à Montluçon, où les travailleurs sont traités généralement avec dignité et où les lois ouvrières sont respectées.* » Une nouvelle société liée à des capitaux étrangers, une implantation voulue et initiée par un député socialiste montluçonnais, Paul CONSTANS, les Unitaires trouvent là un terrain rêvé d'affrontement.

La distribution de tracts est accompagnée d'une affiche « *Chez Dunlop* » collée « *à profusion sur les murs de Montluçon* » (10 février).

Le 21 février, la direction met le feu aux poudres en licenciant le trésorier du syndicat (VIGNAUD, le 6^{ème} responsable à être licencié) qui a mis en grève son atelier pour attirer l'attention de Gaston VIDAL, un membre du Gouvernement en visite dans l'usine. La tentative de conciliation échoue le 22, c'est la grève.

⁴⁰ Les premiers responsables du syndicat : le secrétaire et le trésorier ont été licenciés, ceux qui les ont remplacés, ont subi le même sort.

⁴¹ 3 jours de grève pour faire réintégrer 10 ouvriers congédiés suite à une provocation d'un chef d'atelier.

⁴² De plus les bâtiments sont dispersés sur 50 ha.

⁴³ Le Travail, 18 février.

Le Syndicat et le Comité de Grève montrent leur attachement à l'information des négociations au jour le jour, ils vont sortir en l'espace d'une semaine :

- deux tracts :

- « *Appel aux ouvriers et ouvrières de Dunlop* » (21 février)

- « *Travailleur* » (27 ou 28 février)

- quatre affiches :

- « *Pourquoi nous sommes en grève* » (23 février)

- « *Mensonge* » (27 février)

- « *Le cap du Lundi* » (27 février)

- « *A la population de juger* » (28 février)

Thèmes des 5 affiches		Extraits de texte	Chronologie des affiches n°	
la direction	s'attaque aux libertés	- viole les lois françaises, brise le syndicat. - brimades, vexations, insultes aux délégués ouvriers, injures. - persistance à violer les garanties ouvrières	1 1, 2, 3 3	
	fait de la provocation	- elle ne recule devant rien. - aujourd'hui nouvelle provocation. - elle ferait mieux de montrer moins d'arrogance. - un directeur arrogant.	1 2 3 5	
	est autoritaire	- désirant régner à tout prix sur des esclaves. - ma décision est irrévocable, ... je réembaucherai les ouvriers qu'il me plaira.	1 5	
	s'attaque au syndicat	- ne peut admettre l'existence d'une organisation syndicale, congédiement pour se débarrasser de deux secrétaires successifs	1 3	
	est responsable de la grève	- on veut un conflit à tout prix, on veut nous acculer à la grève.	1	
		- les manœuvres faites par cette firme pour acculer les ouvriers à la grève, ... la grève, la Direction l'aura voulu, qu'elle en garde donc la responsabilité.	2	
	le syndicat	est conciliant	- l'organisation avait prouvé sa volonté de conciliation en refusant la bataille. - il mènera la lutte sans faiblir tout en restant prêt à la conciliation. - l'entrevue demandée par le syndicat, le comité de grève apporta un dossier. - nous aurions pu accepter une petite sanction.	2 4 5 5
est victime du patronat et des politiciens		- crime de lèse-majesté, lui et ses camarades ont regardé passer M Vidal. - on veut jeter à la porte des pères et sans doute des mères de famille.	2 5	
dit la vérité		- est au dessus de toutes ces vilénies. - sur le nombre de grévistes.	1 3	
informe la population		- la population Montluçonnaise, par la voix de la presse et celle des affiches que le syndicat a fait apposer, suivait avec angoisse les pourparlers.	5	
le syndicat		prend l'opinion à témoin	- à l'opinion de juger.	1
			- la population entière est de cœur avec les ouvriers de la grève.	3
			- laisse juger la population de la situation.	4
	- nous laissons à la population de juger entre les deux attitudes.		5	

- n° 1- Chez Dunlop
n° 2- Pourquoi nous sommes en grève
n° 3- Mensonge
n° 4- Le cap du Lundi
n° 5- A la population de juger

Dans un premier temps, le syndicat adopte une attitude intransigeante dans sa contestation de l'autorité patronale. Il veut créer une dynamique autour de la notion de victimisation qu'il utilise jusqu'au bout : les ouvriers sont victimes d'atteintes aux libertés, le syndicat est victime de l'autoritarisme du patronat et des politiciens.

Comme nous ne sommes pas sur un conflit classique d'augmentation des salaires, conflit qui d'ordinaire est bien compris par l'opinion publique, le syndicat s'applique donc à démontrer qu'il n'est pas responsable de la grève et qu'il est conciliant.

Pour les unitaires, cette première partie de la campagne est une réussite. *« Autant de monde que cela le but est atteint quelles que soient les conclusions de la grève. »*⁴⁴

Mais tous ne sont pas de cet avis, la recherche de la conciliation semble être le fait de militants plus chevronnés. Ils apportent leur expérience (ils s'étaient fait embaucher à l'usine Dunlop suite à la répression dont ils avaient été victimes après les grèves de mai 1920, premiers responsables du syndicat Dunlop, ils avaient été à nouveau licenciés). Ils ont compris immédiatement⁴⁵ que le syndicat s'était engagé trop loin en appelant à la grève et que la Direction, acculée, irait jusqu'au bout. D'autre part une grève de cette nature ne peut être que de courte durée, en la déclenchant un jeudi, le jeune syndicat commet une erreur tactique car il est toujours difficile de faire reprendre un mouvement après le weekend, Pour maintenir la mobilisation il sort une affiche *« le Cap du lundi »* avec le but, chiffres à l'appui, de montrer que 1 300 ouvriers sont toujours en grève. Mais la démonstration chiffrée, dans une époque marquée par l'ouvriérisme est une erreur. Elle repousse les employés dans le camp des patrons : *« si l'on enlève les 800 employés ou agents de maîtrise, il ne reste plus environ que 1 600 travailleurs ; si l'on compte que le comité de grève a délivré 1 300 cartes et que 200 camarades paysans n'ont pas pu venir la chercher parce qu'ils habitent trop loin, c'est donc seulement 150 ouvriers ou ouvrières qui n'ont pas compris leur devoir. »*

En épinglant un membre du Gouvernement Gaston VIDAL, le conflit prend un tour politique, son nom n'est mentionné qu'une seule fois : *« l'équipe toute entière s'était arrêtée pour voir passer M. Gaston Vidal. »* On lit également que l'ouvrier est *« jeté à la porte pour crime de lèse-majesté »*. L'allusion est plus facile à interpréter à la lecture des journaux du Parti Communiste, Le Travail et L'Humanité. Ils accusent VIDAL d'être *« le complice »* de la Direction *« il avait du être offensé par le fait que dans un atelier une trentaine d'ouvriers suspendirent la besogne pour regarder son Excellence. Il faut sans doute quand sa majesté Ministérielle M Gaston VIDAL s'avance que les esclaves au travail soient courbés. »*⁴⁶

A notre avis, en imprimant *« nous aurions pu accepter une petite sanction »* le Comité de grève dévoile une faiblesse stratégique. Mais il est difficile de suivre *« Le Combat Social »*, journal de la SFIO, quand il taxe : *« cette affiche de défaitisme ouvrier les hommes qui l'ont signée on atteint d'une flèche empoisonnée la résistance des grévistes »*

Pour le syndicat unitaire, ce n'est pas une *« affiche de défaitisme, mais une affiche qui prouvait la volonté de conciliation du Comité de grève...elle était faite et cela a été expliqué en réunion avec les grévistes pour bien fixer la population sur les pourparlers engagés et sur les positions prises par les deux parties. N'essayez pas de tourner la vérité. »*⁴⁷

⁴⁴ Archives départementales de l'Allier, 10M311, rapport du Commissaire Spécial du 22 février.

⁴⁵ *« la grève ne peut réussir, une cinquantaine de camarades vont payer de leur congédiement le déclenchement du mouvement...la solidarité s'est exprimée, moralement je me suis interdit d'influencer les camarades. »* BIERJON.

⁴⁶ L'Humanité, 26 février, page 2.

⁴⁷ Le Travail, 8 mars.

Il est à noter que quatre affiches sur cinq s'adressent l'opinion publique tout en cherchant à lui donner un rôle, cette conception est bien la marque de fabrique des unitaires. Il ne suffit pas de partir à la conquête de l'entreprise, ils ont compris le rôle que joue l'opinion dans un conflit mais ils vont plus loin en lui demandant de juger, de conclure.

Conclusion.

L'éducation et la propagande devaient rallier les travailleurs à l'action indépendante de la CGT. Si beaucoup d'affiches n'ont eu qu'un rayonnement local (affiches des cheminots autour des gares ou des métallos autour des usines), REY a innové en menant une campagne de mobilisation au niveau de toute une région, son thème favori : un syndicalisme suffisant à tout régler et à être le seul capable de conduire les travailleurs au socialisme. Dans ce département « rouge », cette campagne efficace a des résultats avec pour corollaire une très forte mobilisation qui conduira le département à la Grève Générale contre l'avis des instances de direction de la CGT. Les « minoritaires », suite à l'échec des grèves de février et mai 1920, critiquent la manière de procéder et la façon dont REY s'est exposé à la répression des autorités, mettant ainsi en péril le mouvement qui se trouve privé de direction au moment d'agir. Il y répond en nous livrant une conception du propagandiste dont la principale contradiction est : comment peut-on enflammer l'assistance par des discours violents, et canaliser le mouvement quand celui-ci est lancé ?

Après avoir attiré en masse les ouvriers vers la CGT, force est de constater que les méthodes utilisées durant la période 1919-1920 se sont révélées incapables de conserver les travailleurs qui franchissent le seuil des syndicats. Avec la scission, la propagande mise au service de polémiques stériles fait fuir les ouvriers qui désertent les syndicats.

L'euphorie des grandes mobilisations passée, il est clair que la propagande n'est efficace que si elle commence par une mobilisation des camarades, surtout auprès de ceux qui disent n'avoir pas lu les affiches ! Elle doit impulser l'action du syndicat, témoignant ainsi de la vigueur d'une organisation. La scission oblige les Confédérés, affaiblis, à se replier sur les Bourses du Travail et à s'appuyer sur les municipalités socialistes de Commeny et de Montluçon. Dans ce mouvement de reflux, cette activité disparaît.

Les Unitaires bénéficiant d'une réorganisation plus rapide et d'une détermination plus grande peuvent mettre en évidence leur différence avec la CGT. Ils ont une activité de propagande et ils l'orientent vers l'usine comme la métallurgie ou Dunlop à Montluçon. L'affiche, le tract deviennent les outils les plus efficaces pour leur permettre de partir à la conquête de l'entreprise et y défendre les libertés syndicales.

Les Unitaires commettent des erreurs et s'exposent aux réactions de leurs adversaires confédérés ou patronaux, la répression dont ils sont victimes va considérablement gêner la mise en place et l'exploitation de leur nouvelle approche. Ils travaillent la forme et utilisent la propagande :

- pour informer au jour le jour les ouvriers, pour eux c'est le moyen indispensable à l'expression de la démocratie directe,
- pour inciter l'opinion à prendre position.

Autant d'éléments précurseurs de notre façon de nous exprimer dans nos affichages syndicaux.